

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 16/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENTREPOT PETROLIER DE DIJON**

1 rue de l'Aspirant Pierrat  
21600 Longvic

Références : 2025-212  
Code AIOT : 0005401255

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE DIJON implanté 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPOT PETROLIER DE DIJON
- 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement stocke des hydrocarbures liquides de type essence et de type gazole, fioul. L'Entrepôt Pétrolier de Dijon (EPD) distribue des carburants qui sont commercialisés dans les stations-service de sa zone de chalandise.

### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Sans objet
3	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Sans objet
4	Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rédigé un plan d'opération interne (POI) et le met régulièrement à jour. Il est connu et maîtrisé de l'équipe sur site.

Ce POI doit être complété sur quelques points particuliers pour prendre en compte le retour d'expérience de l'exercice.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan d'opération interne – existence**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

L'exploitant tient à jour ce plan.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le document POI date de mars 2023.  Lors de l'exercice, le document a été utilisé par plusieurs agents. Il est accessible en salle de commande et connu de l'équipe.  Le document précise des généralités sur le dépôt, le recensement des moyens, l'organisation interne et différents scénarios en lien avec l'étude de dangers ainsi que des annexes techniques. Le scénario prévoyait le non fonctionnement du centre d'appel d'urgence (CAU). Cela n'a pas posé de difficultés pour les appels qui ont été ventilés sur plusieurs agents.</p> <p><u>Observation n°1</u></p> <p>Le message proposé dans le POI pour l'alerte des établissements voisins en cas de panne du CAU n'est pas compréhensible pour les tiers (type d'évènement, action attendue...) et doit être retravaillé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Déclenchement des procédures d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le document définit l'organisation à mettre en place et les missions des différents acteurs lors du déclenchement d'un POI.  Cinq grandes fonctions ont été définies : DOI (directeur des opérations internes), Chef PC, Filtrage site, Secrétariat sinistre et terrain. Des fiches de fonction existent et précisent l'organisation attendue en terme de "réflexes" et de missions.  Dans le document, la fiche du chapitre IV page 3 n'est pas en cohérence avec les différentes fiches qui suivent dans le document : les fonctions de "filtrage site" et de "terrain" ne disposent pas de fiches de fonction. La fiche de fonction "Communication Site" n'est pas explicitée dans le tableau de la fiche du chapitre IV page 3.</p> <p>Lors de l'exercice, seule la fonction de DOI a été explicitée. Les autres fonctions n'ont pas été</p>

affectées, ni nommément, ni par la remise d'un chasuble, brassard ou autre moyen permettant d'identifier la fonction. Les tâches dévolues à chaque fonction ont été, pour la plupart, réalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant tirera le retour d'expérience de l'exercice POI et modifiera au besoin l'organisation définie dans le POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Stratégie d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b>  Les stratégies d'intervention sont définies dans le POI et implémentées dans le synoptique de gestion des moyens incendie.  Lors de l'exercice, les premières actions attendues ont bien été réalisées (levée de doute, déclenchement arrêt d'urgence, scénario identifié, alerte, comptage). Les moyens incendie ont été opérationnels en eau environ 30 secondes après le déclenchement du scénario sur le tableau de commande avec en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les couronnes des bacs ont toutes fonctionné.</li> <li>• Toutes les queues de paon de la voie ferrée ont fonctionné.</li> <li>• les manifolds concernés étaient sous rideau d'eau.</li> <li>• les déversoirs du bac ont fonctionné.</li> </ul> Ces points ont fait l'objet d'une vérification in-situ, par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Premiers prélèvements environnementaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Lors de l'exercice, l'exploitant a contacté le laboratoire en charge des prélèvements environnementaux dont les coordonnées figurent dans le POI.  
Le laboratoire a répondu, a questionné l'exploitant sur le type de sinistre et sur les prélèvements à effectuer. Il a indiqué pouvoir se rendre sur site dans un délai de 3 heures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observations : la fiche réflexe de l'annexe 7.1 pourrait être travaillée en fonction des scénarios pré-définis sur le dépôt et expliciter, en première approche, les prélèvements environnementaux à réaliser, les produits en présence étant connus.

**Type de suites proposées :** Sans suite